Domaine Public

DP

JAA
1002 Lausanne

7 novembre 1991 - n° 1059
Hebdomadaire romand
Vingt-neuvième année

La dangereuse surcharge

Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? Pourquoi confier exclusivement à des juristes, toujours tentés de démontrer leur maîtrise formelle, une question avant tout politique ?

Certes la transposition du droit communautaire dans la législation suisse, fédérale et cantonale, est une tâche herculéenne en des délais si courts. 57 lois fédérales sont touchées; 1400 actes communautaires doivent être intériorisés. Or le calendrier est extraordinairement serré. Les Chambres fédérales devront tenir deux sessions spéciales, mais surtout elles seront contraintes d'adopter à la hussarde des dispositions nouvelles en des matières où elles piétinent depuis dix ans, tel le droit sur les sociétés. Des juristes il en faudra donc et ils auront du travail plein les bras. Mais qu'ils s'en contentent ! Au lieu de cela, ils proposent de surcharger le traité EEE en demandant au peuple, en une seule et même question, l'acceptation du traité et d'une modification constitutionnelle touchant le domaine ultra-sensible des droits populaires.

Le conseiller fédéral Arnold Koller, plus juriste de cabinet qu'homme politique, a confirmé la procédure envisagée avant l'été par un groupe de travail parlementaire composé de représentants des deux Chambres. Les juristes, là encore, donnaient le ton. Comme le réclamait son président, le conseiller aux Etats bernois Ulrich Zimmerli, professeur de droit, sera créé un «outil constitutionnel» limitant, à titre exceptionnel, le référendum.

La question soumise au peuple serait donc à peu près la suivante: «Acceptez-vous le traité EEE et les modifications de la Constitution touchant au droit de référendum ?»

Les faiblesses et le danger d'une telle formulation sont évidents.

Sur le plan de la critique interne déjà, il faut relever le jumelage de deux questions de portée singulièrement différente: d'une part la question fondamentale, le traité, soumis obligatoirement à la ratification du peuple et des cantons, selon l'article 89 de la

Constitution adopté en 1977, et d'autre part, une question subsidiaire d'application, limitée à ce cas d'espèce.

Or le couplage ne permet pas de comprendre cette hiérarchie qui va de l'accord de principe au procédé de mise en œuvre. La question peut être interprétée comme une limitation définitive du droit référendaire entraînée par le traité. Maladroit qui s'expose de la sorte. Cette interprétation sera d'autant plus facilement accréditée que certains journaux, tel le *Nouveau Quotidien*, n'ont pas craint de titrer: «L'EEE oblige la Suisse à réaménager sa démocratie». Toucher au référendum ne serait plus un tabou. Les moyens de ratification d'un acte unique s'inscrivent dès lors dans des thèses soutenues par des politologues comme Raimund Germann ou Wolf Linder qui proposent des limitations définitives de la démocratie semi-directe. Regrettable assimilation de deux choses distinctes: l'accord EEE et le débat constitutionnel suisse.

Mais pourquoi donc la ratification exigerait-elle cette suspension du droit référendaire ?

Deux raisons sont avancées. Voir notamment Riccardo Jagmetti, conseiller aux Etats zurichois et professeur de droit, qui donne le ton dans la *NZZ* du 5 septembre. Tout d'abord, comme le droit international prime le droit national là où les dispositions du traité s'appliquent immédiatement, il ne faut pas créer l'illusion d'un contrôle populaire. Ce premier argument revient à infantiliser le peuple. Qui lancera un référendum sans portée juridique ? Faut-il interdire d'user de ce droit dont on est privé ?

Le deuxième argument est l'urgence. Peu nombreuses sont les dispositions du traité qui s'appliquent sans aucune marge de manœuvre. Certes au nombre des directives il y en a aussi qui sont suffisamment détaillées pour que, selon la jurisprudence de la Cour de Luxembourg, elles se substituent au droit national. Mais pour le reste, il faut élaborer une législation nationale. Or pour certaines lois il y aurait urgence, la date du 1^{er} janvier 1993 étant jugée impéra-

AG

suite page 2

Les soucis du bon élève

Peut-on voyager en première classe avec un billet de seconde ? C'est la question que posent les CFF aux politiciens.

(pi) C'est avec une légitime fierté que Claude Roux, directeur du département de l'infrastructure des CFF, a présenté les résultats de l'évaluation effectuée par *La Vie du rail* et portant sur les réseaux européens de chemins de fer. Les CFF arrivent en tête, avec une moyenne de 7,6 points sur 10, devant l'Allemagne, réseau de l'Ouest (7,3) et les Pays-Bas (6,8). Fréquence des trains, confort, qualité du matériel et ponctualité sont des domaines où nous sommes presque imbattables. Sur les onze critères retenus par l'hebdomadaire spécialisé français, il n'y a guère que la vitesse (mais la topographie n'y est pas pour rien) et les

prix où les CFF sont mal jugés. Mais sur ce dernier point, si l'Italie et l'Espagne obtiennent de bonnes notes, c'est au détriment des autres domaines, qui sont de qualité moyenne ou médiocre. Ce qui illustre bien le rapport qui existe entre les ressources disponibles et la qualité générale des prestations.

La qualité a son prix

C'est avec un légitime agacement que MM. Carlos Grosjean, président du conseil d'administration, Hans Eisenring, président de la direction générale, et Benedikt Weibel, directeur du département transport, ont rappelé que la

qualité se paie et que la cohérence n'est pas le fort des autorités politiques. On attend toujours davantage des CFF qu'ils remplissent des missions d'intérêt général: contribution à la politique européenne et de protection de l'environnement, trafic régional et d'agglomération, prise en charge d'une partie du trafic marchandise, etc. Mais on chipote par ailleurs sur les moyens financiers à mettre à leur disposition. Alors que le Conseil fédéral et le Parlement souhaitent ne pas dépasser les 2 milliards annuels de contributions, les CFF estiment «*que la Confédération devra procéder chaque année à un accroissement cumulatif des ressources financières dévolues aux CFF de 10 - 15% (Alptransit non compris)*». Faute de quoi il faudra revoir à la baisse les prestations fournies par les CFF: abandon des lignes non rentables et d'une bonne partie du trafic marchandise intérieur notamment.

C'est le prix des carburants qui détermine les tarifs CFF

Cette mise au point de la régie vient rappeler l'étroite corrélation qui existe entre le prix du transport privé et celui du train. Ainsi les CFF sont-ils condamnés à faire de très nombreuses concessions sur leur tarif de base pour le transport des marchandises, sans quoi ils perdraient la plupart de leurs clients, qui recourraient à des camions, meilleur marché. Même constat en ce qui concerne les voyageurs: l'adaptation des tarifs nécessaire à la réduction des contributions publiques est très sérieusement limitée. Le prix de l'essence a tendance à diminuer en valeur absolue, et les réactions populaires et politiques bloquent toute tentative de hausse au-delà d'une simple adaptation au renchérissement. Si les CFF ne peuvent ni augmenter leurs tarifs ni couper les branches économiquement déficitaires, il ne reste aux pouvoirs publics qu'une solution: augmenter sensiblement le prix de la mobilité, privée d'abord, publique ensuite. A défaut, les contributions en faveur des transports croîtront considérablement. Au chapitre des coûts non couverts par le trafic privé qui sont estimés à plusieurs milliards de francs par année. Mais aussi parce que les tarifs de ferroutage ne seront pas assez élevés et que nous devons subventionner les marchandises européennes transitant à travers notre pays.

Bon marché, c'est pas assez cher

Il est peut-être temps de dresser un bilan de l'encouragement des transports

La dangereuse surcharge

suite de l'édito

tive. Pour ces actes législatifs et pour ceux-là seulement, il faudrait donc limiter le droit référendaire.

Est-ce nécessaire ?

D'une part, les questions sensibles, par exemple la liberté d'établissement, font l'objet d'un délai d'adaptation qui a été négocié. Elles ne sont donc pas composantes du train urgent. Pour le reste deux possibilités s'offrent. La Suisse accepte de ne pas être prête sur tous les sujets et de ne pas obtenir un dix dans toutes les branches. Est-ce grave quand on sait que plusieurs pays membres de la Communauté, telle l'Italie, ont un retard si grand qu'il leur vaut de périodiques remontrances de la Commission ?

Et si l'urgence d'une application immédiate est requise, les ressources de l'article 89^{bis} de la Constitution peuvent être mises à profit*.

Quand on passe les 57 lois par ces filtres successifs: problèmes secondaires qui ne provoqueront pas de référendum, possibilité de prendre le risque d'un retard, application de la clause d'urgence, que reste-t-il qui justifie une disposition équivoque ?

Oui, le problème est politique.

Tous les efforts doivent tendre à une ratification du traité. On sait que les adversaires, nombreux, feront flèche de tout bois. Pourquoi donc leur en offrir prêtes à l'emploi ? Des appels à plus de prudence et moins de formalisme sont venus d'observateurs d'horizons différents.

Il faut espérer que les parlementaires sauront donner le ton juste. Et la primauté du politique n'est pas incompatible avec la sécurité du droit.

AG

*Constitution fédérale, art. 89^{bis}

¹Les arrêtés fédéraux de portée générale dont l'entrée en vigueur ne souffre aucun retard peuvent être mis en vigueur immédiatement par une décision prise à la majorité de tous les membres de chacun des deux conseils; leur durée d'application doit être limitée.

²Lorsque la votation populaire est demandée par 50 000 citoyens actifs ou par huit cantons, les arrêtés fédéraux mis en vigueur d'urgence perdent leur validité un an après leur adoption par l'Assemblée fédérale s'ils ne sont pas approuvés par le peuple dans ce délai; ils ne peuvent alors être renouvelés.

³(...)

Un avenir proche

(jd) A l'occasion du 700^e, une brochette de journalistes de la «*Neue Zürcher Zeitung*» a publié un ouvrage prospectif sur la Suisse («*Nachdenken über die Schweiz. Perspektiven und Visionen*», Verlag NZZ). Nous publions ci-dessous un extrait du chapitre de Walter Schiesser, le spécialiste de l'environnement et de l'énergie de la gazette zurichoise, qui montre que la «vieille tante» de la Limmat — appellation familière pour le prestigieux quotidien zurichois — ne craint pas d'aborder, parfois avec intelligence et imagination, les défis du futur (traduction DP).

L'effet de serre ne faisant maintenant plus de doute et face au risque croissant de changements climatiques, l'assemblée générale de l'ONU a décidé la limitation globale des émissions de gaz avec des contingents négociables entre les Etats. Afin d'assurer dans une mesure suffisante la substitution des énergies fortes productrices de CO₂ et d'encourager simultanément l'usage économe de l'énergie, la Suisse, comme beaucoup d'autres Etats, a limité la consommation d'énergie pour les différentes catégories d'usagers. Les ménages, tout comme les entreprises privées et publiques, reçoivent un contingent annuel d'énergie qu'ils peuvent vendre à d'autres usagers. La carte de crédit énergétique est indispensable pour obtenir

publics entrepris depuis une petite dizaine d'années, sous la pression des milieux écologistes, et en bonne partie réalisée par des réductions de tarif (abonnement écologiques, demi-tarif à 100 francs). On sait maintenant que le manque à gagner, compensé par des contributions publiques, a davantage provoqué une augmentation de la mobilité qu'un véritable transfert de la voiture au profit des trains et des bus. On sait aussi que la qualité générale des prestations (confort, rapidité, fréquence, ponctualité, etc) sont des critères plus déterminants aux yeux du voyageur que le prix dans le choix de son moyen de transport. Il est donc probable que les sommes destinées à financer des réductions tarifaires auraient été plus utilement dépensées en investissements destinés à améliorer la qualité des transports publics. Cette politique tarifaire n'a fait que retarder la vraie question: quels transports publics voulons-nous, quels objectifs doivent-ils atteindre, et sommes-nous prêts à en payer le prix ? ■

non seulement carburant, combustible et électricité mais également certains services et notamment pour voyager. L'administration des crédits énergétiques et leur négoce ont été confiés à un consortium de banques auquel participe la Confédération. Grâce à l'électronique la plus moderne, cette gestion libérale de l'énergie fonctionne sans accroc. Et cette réglementation n'a pas rendu la vie plus frugale. La plupart des personnes âgées en conviennent, elles qui pourtant ont grandi à une époque où l'énergie était bon marché et disponible sans limite. La consommation par habitant est maintenant retombée au niveau de 1960, mais le progrès technique a considérablement amélioré le rendement énergétique. Toutefois il y a certaines contraintes. Certes on est toujours libre d'habiter une villa, de passer des vacances à Tahiti ou de s'acheter un yacht. Mais on ne peut plus tout avoir simultanément, à moins d'y mettre le prix fort; et même de cette manière, il n'est plus possible de vouloir plus dans tous les domaines. L'incitation à user avec ménagement de l'énergie rend inactifs aussi bien les producteurs que les consommateurs, et celui qui doit ou veut vivre modestement dispose d'un appoint financier bienvenu en vendant une partie de ses droits énergétiques.

Des milieux conservateurs de l'économie et de la politique se sont opposés vigoureusement à l'introduction de ce système qui combine les exigences économiques et écologiques et un haut degré de liberté et d'égalité sociale; mais aujourd'hui chacun reconnaît qu'il était justifié d'innover en matière énergétique. Les économies d'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables, objets de confrontation politique permanente depuis le choc pétrolier de 1973, ne sont plus discutées et de nombreux règlements ont été abrogés. Le système de contingentement et la hausse du prix du pétrole, qui reflète le recul de la

production des puits facilement accessibles, ont stimulé de manière efficace le comportement des consommateurs et plus encore la capacité d'innovation technique. La consommation d'énergie pour la production d'eau chaude dans les nouveaux bâtiments a pu être abaissée à des valeurs autrefois à peine imaginables. Les immeubles à consommation zéro ou presque nulle ne sont plus des curiosités, avant tout grâce aux progrès accomplis dans la construction de l'enveloppe des bâtiments (nouveaux matériaux et éléments pour l'utilisation passive de l'énergie solaire). Dans ce nouveau contexte, équiper son toit d'une installation photovoltaïque pour la production d'électricité et diminuer sa dépendance du réseau public, voire même livrer sa surproduction dans ce réseau, est devenu intéressant d'un point de vue économique. Ceux qui utilisent encore du combustible fossile obtiennent de bons effets de substitution avec des installations solaires thermiques. Les pompes à chaleur électriques, combinées à des systèmes géothermiques, ont contribué le plus à une utilisation économe de l'énergie et à la réduction des émissions de CO₂ et d'autres polluants de l'air. La consommation d'électricité supplémentaire qui en résulte est faible — un tiers de l'énergie utile produite — mais elle a pourtant contribué à une certaine croissance de la demande. Pour la première fois depuis les années 70 du siècle passé, les chantiers de deux nouvelles centrales nucléaires ont été ouverts. Il s'agit d'un système nouveau à très haut degré de sécurité intrinsèque. ■

Concentration lucernoise

Le grand mariage de la presse lucernoise a eu lieu le 2 novembre avec la bénédiction du père nourricier *Publicitas*. Le *Luzerner Zeitung* avec ses éditions régionales *Schwyzzer Zeitung*, *Nidwaldner Zeitung*, *Zuger Zeitung* et *Urner Zeitung* a fait disparaître six titres: *Vaterland* et *Nidwaldner Volksblatt* pour un groupe et *Luzerner Tagblatt*, *Nidwaldner Tagblatt*, *Zuger Tagblatt* et *Gotthard Post/Urner Tagblatt* pour l'autre. Les quotidiens proches du PDC et des radicaux ont publié dans leur dernière édition des suppléments rappelant leur passé.

Le retour des âmes sensibles

(pi) *La Suisse deviendrait-elle un terrain favorable aux ligues de vertu ? Quelques réflexions à partir de trois actualités: les réactions du procureur vaudois aux lignes de «téléphone rose» rendues possibles par un nouveau service des PTT, le retrait de la circulation d'une brochure de l'Aide suisse contre le sida destinée à certains homosexuels et l'aboutissement du référendum contre la révision du chapitre «Infractions contre les mœurs» du Code pénal.*

Le mauvais numéro

Dans de nombreux pays, les PTT mettent à disposition des numéros de téléphone pour des entreprises de services. Par ce biais, il est possible d'entrer en contact avec un avocat, d'écouter des contes ou de se faire dicter une recette de cuisine. Les PTT rétrocèdent à l'entreprise une partie de la taxe encaissée et fixée par elle dans certaines limites. Ce service est disponible en Suisse depuis un mois (numéros dont le préfixe est 156) et, comme il fallait s'y attendre, il a notamment été utilisé pour proposer des conversations érotiques, généralement pré-enregistrées. Il n'en a pas fallu plus au procureur général du canton de Vaud, M. Jean-Marc Schwenter, pour entreprendre une action judiciaire. On peut se demander ce qui a motivé, sur ce sujet, la démarche vaudoise. Il existe en effet depuis plusieurs années des lignes téléphoniques où il est possible d'établir des conversations érotiques avec des personnes rétribuées pour ce travail. Il faut payer d'avance par CCP (la poste à nouveau complice ?) ou faire débiter le montant de la prestation de sa carte de crédit. Une conversation est facturée une soixantaine de francs. Ce genre de service, sorte de 156... haut de gamme, n'a jamais fait l'objet de poursuites. Le procureur vaudois motive son action par l'accès facile au 156... pour des jeunes. S'il y a maintenant un effet de mode, les jeunes qui ont bien d'autres occasions de faire leur éducation sexuelle seront certainement les premiers à se lasser d'entendre des conversations grivoises aux accents alémaniques peu suggestifs et dont la variété est fort limitée.

Le même phénomène a été observé lors des débuts du Minitel avec ses messageries roses. Il ne s'agit maintenant plus que d'un service marginal parmi d'autres. Une évolution comparable est probable pour le 156... Et si sur certaines lignes les propos tenus sont contraires à

la loi, que M. Schwenter poursuive celui qui les a enregistrés et qui les diffuse, mais pas les PTT qui, en l'occurrence, ne font que mettre un réseau à disposition. Ou bien alors il faut également poursuivre la régie parce qu'elle ne vérifie pas le contenu des lettres, dont certaines sont de nature à troubler la morale des enfants qui pourraient en prendre connaissance.

Sida Rester dans la norme

Geneviève Aubry et 52 parlementaires fédéraux n'ont pas apprécié la brochure *Safer sex hard*, éditée par l'Aide suisse contre le sida et destinée aux milieux homosexuels. L'avertissement de la première page est clair: «*Nous avons choisi de regrouper dans une seule brochure des informations actualisées sur les risques d'infection à VIH pouvant découler de pratiques sexuelles considérées par certains comme immorales. Cependant, ces pratiques sont une réalité dans la vie quotidienne de beaucoup, et c'est pourquoi il est important d'en parler, sans fausse pudeur. Quand il est question ici de "violence dans les rapports sexuels", nous partons du principe que tous les intéressés y consentent librement. Nous recommandons aux personnes qui pourraient être choquées par ces pratiques de ne pas poursuivre leur lecture.*»

M^{me} Aubry et ses collègues dénoncent cette «*brochure obscène et sado-masochiste financée par la Confédération*». Avec succès puisque sa diffusion a été interrompue. Cette publication utilise le langage courant du milieu auquel elle s'adresse et passe en revue les risques de transmission du sida pour une série de pratiques qui, il est vrai, pourraient choquer certains. Mais la réaction des parlementaires pose une question grave: la prévention du sida doit-elle se limiter aux gens «dans la norme» et oublier

ceux qui sont le plus menacés sous prétexte qu'il est difficile de les atteindre par voie classique et avec un langage style «Bibliothèque rose»? On voit où ce genre d'attitude nous mène: vers une différenciation entre les «bons» malades du sida (les hémophiles ayant été infectés lors d'une transfusion, les hétérosexuels) et ceux dont la société n'a pas à s'occuper, si ce n'est pour les cacher (les drogués et les homosexuels). L'intervention de M^{me} Aubry revient à légitimer une autorité qui s'adresserait aux Tessinois en allemand sous prétexte qu'ils sont minoritaires. Mais les parlementaires ne s'arrêtent pas là: ils réclament également «*de ne plus permettre au représentant de l'Office fédéral de la santé de siéger dans le Comité Aide suisse contre le sida et de lui retirer ses subventions*». Chacun est libre de trouver une telle brochure déplacée, mais est-ce une raison pour mettre en cause l'entier du travail exemplaire de l'ASS, dont la qualité des actions est largement reconnue, tant en Suisse qu'à l'étranger. On s'étonne que M^{me} Aubry ait trouvé tant de députés (radicaux et libéraux pour la plupart) pour la soutenir dans un règlement de comptes avec l'ASS.

Les mœurs évoluent, pas la loi

Alors que 50 000 signatures auraient suffi, l'Union démocratique fédérale et le mouvement *Oui à la vie* ont récolté respectivement 90 000 et 57 000 signatures pour s'opposer à une révision du Code pénal. On votera probablement au printemps prochain.

Quelques modifications sont plus particulièrement visées par les opposants:

- La libéralisation des relations sexuelles pour les jeunes entre lesquels la différence d'âge ne dépasse pas trois ans. Pour le reste, la majorité sexuelle reste fixée à seize ans.
- L'abandon de la poursuite de la «débauche contre nature» qui vise les relations homosexuelles avec des mineurs de plus de seize ans. Avec la nouvelle norme, les relations homo et hétérosexuelles seront mises sur pied d'égalité, aucune poursuite n'étant possible pour des relations librement consenties à partir de seize ans, sauf si le protagoniste le plus âgé a profité de «liens de dépendance» (rapports d'éducation, de confiance ou de travail, etc).
- La libéralisation de la pornographie

Climat de reprise en main

(cfp) La peur se répand en Suisse alémanique: peur des drogués, peur des étrangers, peur de l'Europe, en bref peur de tout ce qui change les habitudes. On en trouve des traces partout, dans les conversations, dans les médias, dans les comportements.

Tout en attachant la valeur qu'on veut bien leur donner aux sondages, il est intéressant de mentionner quelques résultats de celui qui est publié dans le

douce, dont la production et le commerce discrets ne pourront plus être poursuivis. Il s'agit largement ici d'adapter la loi à la réalité.

Comme autre innovation, qui n'est pas ouvertement contestée par les référendaires, figure la poursuite sur plainte du viol entre époux.

Toutes les révisions législatives qui touchent aux mœurs et à la famille sont sujettes à des débats où la passion l'emporte souvent sur la raison, ce qui explique le nombre élevé de signatures récoltées.

On se souvient par exemple que les soi-disant défenseurs de l'ordre familial prédisaient, il y a plus de dix ans, l'écroulement de cette cellule de notre société sous prétexte qu'une révision du Code civil prévoyait de reconnaître l'enfant comme partenaire à part entière dans les conflits familiaux. Le cataclysme annoncé n'a pas eu lieu. Il est probable que les défenseurs de la vertu, comme ceux de la famille, font plus de mal que de bien par leurs actions conservatrices: en voulant obliger les juges à appliquer une loi d'un autre temps, ils cherchent à maintenir le statut d'«irresponsabilité» des jeunes dans le domaine des mœurs et de leurs relations familiales, alors qu'il leur est demandé de se responsabiliser davantage ailleurs (études, travail, politique, etc). On peut certes regretter que la famille ait perdu en importance à cause de l'obligation d'une double activité professionnelle des parents dans de larges couches sociales ou du nombre élevé de familles monoparentales, mais il serait préférable d'entamer une réflexion sur les causes de cette évolution plutôt que d'empêcher la loi de s'adapter à une réalité largement reconnue. ■

magazine mensuel zurichois *Bonus* de ce mois.

Les femmes zurichoises de 15 à 79 ans répondent majoritairement «oui» à la question: «La vie à Zurich est-elle devenue plus risquée?» Ce sont les femmes de 35 à 54 ans qui sont les moins affirmatives, mais 56,3% sont malgré tout d'accord. Les hommes, en revanche, répondent encore à une faible majorité «non» et, fait étonnant, ce sont les jeunes de 15 à 34 ans qui ont le plus de peine à le dire (50,7%).

Ces craintes se reflètent dans des changements de comportement: des personnes avouent éviter certains endroits «brûlants»; le soir, ceux qui le peuvent utilisent plus fréquemment le taxi.

La police n'est d'ailleurs pas inactive. L'hebdomadaire *ZüriWoche*, peu tendre à l'égard des autorités municipales rouges-vertes, notait récemment que la police avait arrêté, en deux mois et demi de lutte antidrogue, 95 Libanais (dont 83 requérants d'asile), 74 Yougoslaves (dont 12 requérants d'asile) et 47 Turcs (dont 23 requérants d'asile) qui en faisaient le commerce. La peur qui règne

dans certaines villes, dont il est difficile de dire si elle est objectivement fondée ou non, provoque déjà la création de groupes de défense qui s'expriment publiquement.

Au surplus, l'amalgame entre drogue et étrangers constitue aussi un élément non négligeable de cette attitude diffuse de repli sur soi. Mais on «oublie» généralement de préciser que la grande majorité des consommateurs, eux, sont suisses. Et c'est bien leur désarroi, leur faiblesse, leur besoin de «s'évader» qui sont à l'origine d'un marché florissant pour certains et meurtrier pour d'autres. En accusant les «étrangers» de vendre de la drogue «à nos jeunes», on évite de se poser trop de questions sur les causes d'un si grand nombre de paumés prêts à partir à la dérive. Sans clients, pas de marchands...

La peur des étrangers fait par ailleurs l'objet d'une propagande clandestine nourrie par des fuites de données qui circulent ensuite hors de tout contrôle et sans passer par les médias. Comme cette statistique des hôtels abritant des requérants d'asile dans le canton de Berne, avec les sommes payées pour ces hébergements. Ces éléments accroissent la suspicion, la peur et la haine, prologue à un climat de «reprise en main». ■

DÉMOCRATIE DIRECTE

Sursauts référendaires

(yf) Il suffit qu'il soit envisagé de restreindre l'usage d'un droit pour donner à ses titulaires une furieuse envie de l'exercer pleinement. Saine réaction de leur part et bien visible présentement avec le droit de référendum. La perspective européenne n'aura pas suffi à déclencher la présente vague, mais elle y a sans doute indirectement contribué. Car on sait désormais que sur les vingt-six objets adoptés en votation finale par les Chambres fédérales dans l'ultime séance de la législature 1987-91, dont vingt-et-un sont soumis au référendum facultatif, ce ne sont pas moins de six textes (en fait huit d'après la matière) qui font l'objet d'une récolte de signatures contestataires. On prévoyait trois procédures référendaires, contre l'adhésion au FMI, contre les nouvelles transversales ferroviaires à travers les Alpes, et contre le nouveau droit foncier rural (DP n° 1052/19.9.91). Un autre trio d'actes législatifs est également attaqué par des comités référendaires plus

ou moins étoffés: la révision de la loi sur le droit de timbre, dans le sens d'un allègement injustifiable; la loi sur les écoles polytechniques fédérales insuffisamment participatives selon le nouveau régime; et enfin la loi sur les indemnités dues aux parlementaires et à leur groupe augmentées dans une proportion jugée incompatible avec l'état des finances fédérales.

Les chances de récolter les 50 000 paraphe d'ici le 13 janvier prochain sont inégales selon les objets. Mais à coup sûr, le programme des citoyens suisses sera chargé l'an prochain.

Sur fond de débat européen, ils auront à se prononcer sur l'internationalisation de notre politique de solidarité (FMI), de notre politique des transports (NLFA), de la place financière helvétique (droit de timbre).

Autant de rendez-vous décisifs de la Suisse avec elle-même, c'est-à-dire avec sa propre identité et sa vocation à long terme. ■

Fiches, fouines et ordinateurs

Nos lecteurs étaient nombreux à apprécier les articles de Philippe Bois que nous publions dans ces colonnes. Il avait écrit, peu avant sa mort, un texte pour la revue de l'Ecole polytechnique fédérale, «Polyrama», qui est paru dans le n° 89 (octobre 1991). Tant le sujet abordé que la manière de le traiter sont significatifs des préoccupations de Philippe Bois, qui correspondent à celles de la rédaction de DP. Nous avons donc décidé de reprendre une bonne partie de cet article, comme ultime contribution à DP du brillant professeur neuchâtelois.

La tenue de fichiers a toujours existé. De l'agenda aux fiches de papier, les systèmes sont multiples. La Confédération a ainsi pu, sur papier jusqu'ici, réaliser une sorte de monstre que de récentes enquêtes parlementaires ont mis en évidence. Il conservait cependant, malgré sa malfeasance, quelques caractéristiques rassurantes (en dehors du fait que les renseignements relevés sont souvent tellement inexacts ou ridicules que la fiabilité du tout est proche de zéro). Il était possible de repérer physiquement les fichiers, le papier prenant de la place. Ainsi, alors que les diverses autorités concernées ont souvent donné des réponses volontairement fausses aux questions posées, la réalité a pu être rétablie par la découverte d'armoires ou de caisses. On n'a pas fait l'inventaire des dommages causés. Mais il est difficile de transporter et de cacher des gros objets. L'utilisation de l'informatique a modifié tout cela. (...)

Accès facilité et inflation des données

Le recours à l'informatique présente un risque accru par rapport au fichage manuel. Il s'agit de l'accès. Avec les fiches en papier, il faut une armoire, que l'on peut fermer, que l'on peut mettre dans un local inaccessible, dont on peut surveiller l'entrée. Cela n'empêche pas les dérives, et dans aucun système on ne pourra assurer une sécurité totale. Il suffit d'avoir une petite expérience pour avoir constaté la facilité avec laquelle on se procure des renseignements dans certains endroits (par exemple, les assureurs dans quelques hôpitaux). Ces obstacles matériels tombent lorsque le fichier est informatisé. Il existe, paraît-il, des «verrouillages», empêchant l'accès à certaines données par des personnes non autorisées. Mais il n'est pas certain qu'ils soient sûrs. Et il n'est pas certain non plus qu'on tienne à les utiliser. C'est caractéristique dans les services de l'Etat. Ils ont souvent besoin, pour ac-

complir leurs tâches, d'obtenir des renseignements d'autres services. Ils les demandent, et l'autre service donne ou ne donne pas le renseignement. Il est évident que l'assistante sociale, si elle veut maintenir le lien de confiance indispensable avec ses usagers, doit tenir secrets un grand nombre de faits. Mais cela est compliqué, long. Pourquoi ne pas donner des accès inter-services, possibles sans problèmes géographiques, par le biais de l'informatique ? Tout cela ne va pas sans dommages.

L'informatisation des fichiers a conduit à un accroissement considérable des données recueillies, parce qu'elles ne prennent pas trop de place. Il n'est pas sûr que l'on fasse le ménage. On est souvent stupéfié par la quantité de données que l'on trouve dans les registres de personnel d'entreprises, inutiles pour l'exécution du contrat. Exemples: sports pratiqués, hobbies, nationalité de l'épouse avant le mariage, nom de jeune fille de la mère, prénom du père, etc.

Parmi les utilisateurs, peut-être même parmi les informaticiens, nombreux sont ceux qui succombent à la magie de l'écran. En d'autres termes: puisque c'est écrit, c'est juste. D'ailleurs, puisque c'est enregistré comme cela, on ne peut rien y changer. A chacun de s'adapter à la machine. Bien sûr, c'est un dérapage qui est dû aux utilisateurs, et pas au système. Mais lorsque cela se produit trop souvent, on doit se demander s'il ne conviendrait pas de changer quelque chose. Il arrive que ce ne soit pas très grave. Ce vieux monsieur très distingué qui se présentait au bureau de vote était certes très agacé de s'entendre dire par un jeune lecteur de listing confiant dans ce qu'il croyait être la science qu'il n'avait pas le droit de vote. Après recherches par quelqu'un de plus critique, il a été possible de constater que la machine ne comportait que deux positions pour l'âge. Arrivé à 100 ans, le vieux

monsieur avait disparu du rôle. Depuis 1988, la femme qui se marie peut déclarer vouloir conserver son nom, qui précède le nom de famille. Il a fallu, dans certains cas, des interventions judiciaires pour que les autorités compétentes acceptent d'appliquer la loi. Pas parce qu'elles faisaient preuve de mauvaise volonté, mais parce qu'il n'y avait pas assez de cases prévues dans les programmes !

La technique l'emporte sur la personne

Cette magie de l'écran, cette fascination due à une machine compliquée a pour effet pervers que certaines hiérarchies de valeur sont totalement détruites. Dans un Etat civilisé, on admet généralement que la personnalité est un bien fondamental et que les moyens utilisés, qui risquent d'y toucher, doivent être adaptés à cette valeur. Dès que l'on privilégie l'efficacité des systèmes de collecte de données, on transforme cette société. On en est déjà à l'aberration, dans certains cas où l'on demande à l'individu de faire la preuve d'un fait s'il tient à corriger ce qui est enregistré. Petit à petit, il se crée une présomption de vérité en faveur de la technique, réputée fiable, face à l'individu. On oublie en outre, dans certains secteurs, la raison pour laquelle une opération doit être faite. Elle est prévue, donc elle est justifiée. Dans de nombreuses entreprises, on retire lors du versement du salaire une «contribution de solidarité» aux salariés. Sans entrer dans le détail, on peut dire que souvent ce n'est pas conforme au droit. Mais c'est automatisé, c'est la machine qui le prévoit, et tout semble en ordre.

Formules toutes faites et justice standard

On observe de plus en plus le recours à des motivations formelles dans les décisions ou les jugements. Elles ont toujours existé. Elles consistent à formuler des considérations justes, mais générales, dont on ne voit pas la relation qu'elles peuvent avoir avec le cas, ou comment le destinataire peut établir en quoi elles sont déterminantes. Exemple (académique): «Est invalide au sens de la disposition applicable celui dont la capacité de gain ne dépasse pas 33%. Une étude attentive du dossier et l'expérience ordinaire du cours de la vie permettent à l'autorité de constater que les conditions ne sont pas remplies en l'espèce. La demande est rejetée.» L'informatique a permis ce que certains nomment un perfectionnement du système. On prépare, à l'avance, un certain nombre de paragraphes types (*Textbaus-*

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

De la difficulté d'être femme...

Ainsi donc, les automobilistes seront désormais au National une force avec laquelle il faudra compter. Tout le monde est d'accord sur ce point: l'annonce d'une hausse du prix de l'essence, de trente centimes et plus, a joué dans leur progression un rôle non négligeable.

teine) parmi lesquels la motivation sera choisie. Cette pratique est devenue une spécialité de l'Office fédéral des réfugiés: la décision est prise (on ne sait guère par qui, sous quel contrôle), et on remplit quelques pages avec ceux des paragraphes enregistrés qui correspondent à peu près au cas envisagé. Il arrive que l'on trouve quelques lignes originales, pour faire les liaisons. Le ton des paragraphes est neutre. Ce qu'ils contiennent n'est pas inexact, mais dépourvu de sens. Ils sont remis au point de temps à autre. Ils ne constituent plus une motivation, mais un prétexte. S'ils étaient rendus publics, ce que refuse l'Office fédéral, on pourrait économiser du papier. Il suffirait d'indiquer leurs références. Les décisions deviendraient brèves: «Considérant que 1022, 721, 11 modifié 90, votre demande est rejetée.»

Ce système garantit, dit-on, une certaine égalité de traitement. Justement pas. Parce que si l'égalité de traitement consiste à traiter également les situations égales, elle impose de traiter différemment les situations non égales. Or nul ne saurait prétendre que 5000 personnes, d'un coup, seraient dans une situation égale. Ou alors il estime que la personnalité a moins d'importance que la standardisation de l'individu.

Il n'est pas question de remettre en cause une évolution inéluctable, mais de chercher à éviter ses effets dommageables. La prise de conscience, par le monde de l'informatique, de l'influence considérable de ses activités sur la situation des personnes dans la société est une nécessité. Cela passe par une meilleure formation de ceux qui utilisent ces techniques. Il serait bon que, de temps à autre, les informaticiens réfléchissent aux effets sociaux découlant des instruments à leur disposition. ■

Comme la chose était prévisible, même pour des «non-voyants», on se trouve devant l'alternative suivante: ou bien ceux qui ont annoncé la hausse à la veille des élections étaient des ballots; ou bien ils étaient des matois, poursuivant d'obscures machinations — ici, on n'a que l'embaras du choix: mettre les verts en difficulté, contrer la gauche, créer une pseudo-opposition, avec laquelle il serait facile de composer — *divide ut imperes*. Quoi qu'il en soit...

Ainsi donc aussi, Madame Kopp «remet ça» et publie un livre sur «l'affaire Kopp». Je n'ai pas encore eu le livre entre les mains, mais nul doute que M^e Vergès n'ajoute désormais une troisième héroïne à sa légende dorée.

On sait que dans *Un Salaud lumineux*, il déclarait admirer par-dessus tout deux femmes: Ethel Rosenberg, qui refusa d'abandonner son mari et l'accompagna dans la mort; et... Eva Braun, qui rejoignit Hitler dans son bunker berlinois et mourut elle aussi avec l'homme à qui elle avait donné son amour et sa foi! Sans s'élever aussi haut, Elisabeth Kopp reste fidèle à Hans.

Et puis, que je l'avoue: j'éprouve une sorte de malaise devant toute «l'affaire». J'attendais — et j'imagine que je ne suis pas le seul — un procès où il serait question de drogue, d'argent sale de blanchissement d'argent sale, etc; où M^{me} Kopp aurait figuré comme témoin et non comme accusée. Au lieu de cela, on me sert une histoire de secret de fonction, qui m'intéresse médiocrement. D'une part — on l'a dit — si l'intéressée avait attendu quelques heures pour confier de vive voix à son mari ce qu'elle lui a fait téléphoner, on n'en aurait rien su; et d'autre part, on peut présumer, je crois, sans se montrer excessivement soupçonneux, que tel ou tel conseiller fédéral, dans telle ou telle occasion, a pu se confier à sa conjointe. Mais — on l'a dit également — M^{me} Kopp est une femme...

Ceci joue-t-il un rôle? Il m'arrive de le penser.

Voici quelques années, le professeur Walzer publiait chez Zoé un pamphlet intitulé *A vot'bon cœur, M'sieur Dames* — *Petit Traité de mendicité culturelle*, dans lequel il s'en prenait, non sans de bonnes raisons,

il faut bien le dire, au financement des activités culturelles en Suisse et dans les cantons. Et de mettre en cause, notamment, Pro Helvetia et la Commission cantonale des activités culturelles du canton de Vaud. Mais comme par hasard, un seul responsable était cité nommément: une femme... Je me trompe: en pareil cas, il est d'usage de parler d'une dame, de l'appeler par son prénom, de l'affubler du titre de papesse, et cela tout au long du livre (pp. 19, 33, 38, 41, 45, 47, 48, 111, 113).

Plus récemment, Genève ayant eu l'idée de rendre hommage à René-Louis Picaud, dont il faut bien dire qu'il fut fasciste et antisémite (mais Céline ne l'était pas moins, et je ne vois pas qu'on hésite à le célébrer) un véritable tollé s'éleva, et comme par hasard, c'est une femme qui se trouve vouée aux gémonies! Bizarre, vous ne trouvez pas? Peut-être vaudra-t-il la peine d'y revenir. ■

ici et là

46^e assemblée générale des Rencontres suisses, sur le thème **La Suisse, 700+1: cohésion ou éclatement?** Réflexions par Jean-François Bergier, historien; table ronde avec Michel Barde, Gilbert Brunner, Guillaume Chenevière, Anne Cunéo, Margrit Meier, Eric Mévillot, José Ribeaud. Samedi 30 novembre de 14.30 à 17 heures, au Palais de Beaulieu, salle 340 à Lausanne. Renseignements et inscriptions: Rencontres suisses, rue Beau-Séjour 18, 1003 Lausanne. Tél.: 021/23 60 63.

DP Domaine Public

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Ont également collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy (jpb)

François Brutsch (fb)

André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg)

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

Forum: Philippe Bois, Jeanlouis Cornuz

Abonnement: 70 francs pour une année

Administration, rédaction: Saint-Pierre 1,

case postale 2612, 1002 Lausanne

Téléphone: 021 312 69 10

Télécopie: 021 312 80 40 – CCP: 10-15527-9

Composition et maquette: Monique Hennin

Pierre Imhof, Françoise Gavillet

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens

Un film d'ambiance

(jg) Boum badaboum ! C'est un bon résumé de *Terminator 2*, le film que tout lecteur de DP se doit de ne pas voir, ou sinon en rasant les murs...

C'est le film le plus cher de l'histoire du cinéma, plus de 200 millions de dollars, et il fait courir tous les adolescents et les jeunes adultes de la planète. Qu'est ce qu'on y voit ? Une histoire de science-fiction où un robot qui ressemble à Schwarzenegger protège un garçon que veut tuer un autre robot particulièrement méchant. Pour les lecteurs de DP plus familiers de l'EEE que de Schwarzie, précisons qu'il leur suffit de jeter un œil sur la couverture de n'importe quel magazine de culturisme, ça leur donnera une idée de la dégaine de l'idole des jeunes.

James Cameron, le réalisateur de ce film où l'intervalle entre deux bagarres n'excède pas cinq minutes, prétend qu'il a fait une œuvre pacifiste, humaniste et pleine d'espoir. Il faut dire qu'on voit sur l'écran des choses qui ne manquent pas d'intérêt.

Le seul personnage intelligent est un noir. On sait que pour l'industrie américaine du film les noirs représentent un public potentiel important. Il est donc indispensable d'avoir un acteur

noir jouant un rôle positif dans pratiquement chaque film. *Terminator 2* n'est donc pas un film raciste.

Le personnage humain (ne parlons pas des robots) le plus violent est une femme tout en muscles, une espèce de compromis entre une marine et une nageuse est-allemande de la grand époque. La vraie tueuse, c'est elle ! *Terminator 2* n'a rien d'un film machiste.

Il y a dans tout le film un seul personnage dont on voit qu'il a été effectivement tué par le méchant robot, c'est le père adoptif du jeune garçon, un être particulièrement veule et insignifiant. Le vrai père, on ne le connaît pas et la vraie mère, c'est la catcheuse de choc dont il est question plus haut. *Terminator 2* ne s'en prend donc pas au patriarcat américain.

Le jeune garçon dit au gentil robot que c'est mal de tuer les gens. Ah bon, répond le tas de biceps. Du coup, au lieu de viser au cœur, il tire dans les jambes. La leçon des Brigades rouges a été bien comprise. *Terminator 2* ne remet pas en cause les acquis du terrorisme contemporain.

Dans une séquence qui dure peut-être une minute et demi, on voit la plus terrifiante reconstitution de ce que

pourrait être une guerre nucléaire, de quoi faire vomir le militariste le plus endurci. *Terminator 2* n'est pas un film pour l'industrie de l'armement.

Méfiance du progrès accompagné d'un grand racolage technologique, exaltation de l'individu, intégration de la femme comme «égale» de l'homme, idéologie vaguement sécuritaire, *Terminator 2* court de façon rusée dans l'air du temps.

On le sait bien, c'est dans le pur divertissement que se voit souvent le mieux l'esprit d'une époque. *Terminator 2* est à cet égard un bon témoignage de l'ambiance du début des années 90. ■

Heureux héritiers du communisme

La difficulté de liquider à l'amiable l'organisation communiste créée à Lausanne en 1964 (scission du POP) sous forme d'un groupe éditant le périodique *Octobre* a fait des heureux. C'est en effet une association pour l'aide à la jeunesse qui hérite de l'immeuble zurichois (Müllerstrasse 67) appartenant à l'ancien parti pré et post-soixante-huitard. Il est possible que d'autres institutions aient aussi bénéficié de cette disparition. ■

Salaires moyens – comparaison hommes/femmes

Années de référence: 1990 et (1982); francs/heure.

	Hommes		Femmes		Salaires féminins semi + non qualifiés en % des salaires masculins semi + non qualifiés	Salaires féminins qualifiés en % des salaires masculins semi + non qualifiés
	qualifiés	semi + non qualifiés	qualifiées	semi + non qualifiées		
Industrie, art et métiers en général	25.08 (18.49)	21.88 (16.26)	17.16 (13.07)	15.52 (11.25)	70.93 (69.19)	78.43 (80.38)
<i>Branches</i>						
Alimentation	23.74 (17.27)	21.24 (15.70)	18.49 (13.51)	16.15 (11.29)	76.04 (71.91)	87.05 (86.05)
Textiles	25.08 (17.77)	21.89 (15.79)	16.87 (12.30)	15.42 (11.39)	70.44 (72.13)	77.06 (77.90)
Habillement + chaussures	21.93 (16.19)	19.70 (14.93)	13.67 (10.51)	13.25 (9.87)	67.26 (66.11)	69.39 (70.40)
Chimie	29.24 (21.40)	27.29 (19.34)	23.08 (17.69)	19.91 (14.34)	72.96 (74.15)	84.57 (91.47)
Papier	27.32 (19.48)	24.23 (17.13)	—	15.71 (11.49)	64.84 (67.08)	—
Arts graphiques	31.30 (24.01)	24.47 (18.73)	25.30 (19.60)	17.64 (13.12)	72.09 (70.05)	103.39 (104.64)

L'enquête d'octobre sur les salaires réalisée par l'OFIAMT montre que les différences constatées entre hommes et femmes ne sont de loin pas qu'affaire de qualification: dans la plupart des cas, les salaires féminins du personnel qualifié sont moins élevés que les salaires masculins du personnel non et semi-qualifié. Pour le reste, le tableau ci-dessus se passe de commentaires...

(Source: OFIAMT, Union syndicale suisse.)